

2024

RC VD ASS 2025/13119
CHE - 104.344.491
13119 30.06.2025 004 003
756 550 000001259130 00000-0



STATUTS

DE

IDF - The International Darts Federation

le 12/06/2024,

INDEX DES STATUTS

I.	BASE	3
II.	FORME JURIDIQUE DE L'ASSOCIATION, SIÈGE SOCIAL ET LANGUE	3
III.	OBJECTIFS ET PRINCIPES	4
IV.	MEMBRES	5
V.	ORGANES	8
VI.	FINANCES	18
VII.	SYMBOLES ET LOGOS	19
VIII.	DISSOLUTION DE L'IDF	19
	RÈGLEMENTS DE L'IDF	20

 Zerbini Marco 

STATUTS DE L'IDF

I. BASE

Article 1

The International Darts Federation (IDF) est l'organisme directeur mondial pour tous les aspects des fléchettes souples et des fléchettes électroniques, en particulier la compétition internationale de fléchettes souples et électroniques, les loisirs et les fléchettes souples et électroniques récréatives, ainsi que les fléchettes souples et électroniques en tant que sport accessible à tous, y compris la version paraspportive. L'IDF est l'autorité finale pour toutes les questions concernant la compétition de fléchettes souples et électroniques.

Article 2

Les principaux objectifs de l'IDF sont la direction, la réglementation, la promotion, le développement et l'encouragement du sport de la compétition de fléchettes souples et électroniques à l'échelle mondiale. L'IDF favorise les liens, les réseaux et les relations amicales entre ses membres, leurs athlètes et officiels.

II. FORME JURIDIQUE DE L'ASSOCIATION, SIÈGE SOCIAL ET LANGUE

Article 3

L'IDF est une association internationale non gouvernementale à but non lucratif d'intérêt international, ayant la personnalité juridique conformément à l'art. 60 et suivants du Code Civil suisse. L'IDF a son siège à Lausanne, en Suisse. L'IDF est établie pour une durée indéterminée. Le siège social et le secrétariat de l'IDF peuvent être situés dans un pays autre que la Suisse, sur décision du Comité Exécutif.

Article 4

La langue officielle de l'IDF est l'anglais.

III. OBJECTIFS ET PRINCIPES

Article 5

Toutes les activités de l'IDF sont indépendantes de toute influence politique ou gouvernementale. L'IDF ne permet aucune discrimination pour des raisons politiques, raciales ou religieuses. L'IDF promeut et soutient par tous les moyens l'égalité des genres dans ses activités.

L'IDF est notamment responsable de et s'engage à :

- a) encourager, promouvoir, développer et superviser les compétitions de fléchettes souples et électroniques dans le monde entier ;
- b) promouvoir l'esprit du Mouvement olympique, respecter la Charte olympique et rechercher un statut au programme des Jeux olympiques ;
- c) lutter contre le dopage et tous les autres processus et procédures pouvant compromettre l'égalité sportive ; mettre en œuvre des règles antidopage conformément au Code mondial antidopage ;

- d) promouvoir une bonne pratique sportive ;
- e) promouvoir en général ce sport comme une activité saine et éducative pour la jeunesse ;
- f) établir et maintenir des règles et des normes pour la compétition de fléchettes souples et électroniques ;
- g) établir et maintenir des règles pour les compétitions internationales de fléchettes souples et électroniques et pour la participation à de telles compétitions ;
- h) surveiller et faire respecter l'application de ces règles par les Conseils continentaux et les fédérations membres ;
- i) organiser des Championnats du monde de fléchettes souples et électroniques, des Coupes du monde et continentales, ainsi que d'autres compétitions approuvées par l'Assemblée Générale de l'IDF, et décider quelles compétitions internationales de fléchettes souples et électroniques sont officiellement reconnues ;
- j) accorder des licences et des contrats aux membres de l'IDF et à d'autres organisations qui sollicitent l'autorisation d'organiser des compétitions internationales de fléchettes souples et électroniques et des activités associées ;
- k) établir des cours de formation pour tous les officiels de l'IDF afin de garantir les normes les plus élevées possibles pour tous les officiels de l'IDF ;
- l) tenir compte de la protection de l'environnement lors de l'organisation et de la promotion de ses activités.

IV. MEMBRES

Article 6

L'adhésion à l'IDF est ouverte aux associations activement impliquées dans le sport des fléchettes souples et électroniques. Toutes les catégories de membres telles que définies à l'article 6 sont membres de l'IDF, quel que soit le statut de membre et sous réserve des statuts et règlements de l'IDF.

1. LES MEMBRES de l'IDF seront des associations agissant en tant que représentants nationaux du sport de la compétition de fléchettes souples et électroniques dans leur pays.
 - a) Seule une association par pays peut être affiliée en tant que membre à part entière de l'IDF ;
 - b) Les frais d'admission des membres est fixée par l'Assemblée Générale de l'IDF.

Les membres ont le droit de vote complet et le droit pour leurs athlètes de participer à toutes les compétitions de fléchettes souples et électroniques organisées par l'IDF.
2. LES MEMBRES ASSOCIÉS de l'IDF peuvent être admis dans des circonstances spéciales. L'IDF peut accepter des associations de pays où aucun membre de l'IDF n'existe, ou des organisations continentales ou internationales.

a) Les membres associés peuvent avoir le droit de participer aux Championnats du monde de l'IDF et à toutes les compétitions de fléchettes souples et électroniques, conformément aux règlements et au système de frais pertinents ;

b) Les membres associés reconnus comme membres continentaux ont le droit d'organiser des événements continentaux ;

c) Les membres associés ont le droit de participer à l'Assemblée Générale de l'IDF, mais sans droit de vote ; d)

d) Les cotisations annuelles des membres associés sont fixées par l'Assemblée Générale de leur Conseil continental pertinent ; le montant minimum des cotisations annuelles est fixé par l'Assemblée Générale de l'IDF.

3. LES MEMBRES NATIONAUX OU CONTINENTAUX EN DÉVELOPPEMENT relèvent de la direction, du parrainage et de la représentation d'une fédération membre. Leurs athlètes peuvent participer aux compétitions de fléchettes souples et électroniques organisées par l'IDF.

4. LES MEMBRES OBSERVATEURS de l'IDF seront des associations affiliées aux fléchettes souples et électroniques, ou des associations dans des pays où un membre de l'IDF existe déjà (6.1). Ces organisations peuvent être admises par l'Assemblée Générale.

a) La cotisation d'adhésion des membres observateurs est fixée par l'Assemblée Générale ;

b) Les membres observateurs ont le droit d'organiser des événements approuvés par l'IDF, à condition qu'ils soient approuvés par le membre national de l'IDF pertinent (6.1) ;

c) Les membres observateurs ont également le droit de proposer des membres pour toutes les commissions de l'IDF, à condition qu'ils soient approuvés par le membre national de l'IDF pertinent (6.1).

5. Les MEMBRES PROVISOIRES de l'IDF seront des associations de pays qui remplissent les critères d'adhésion et qui ont soumis une demande d'adhésion. Il s'agit d'une adhésion temporaire valable uniquement tant que la demande d'adhésion n'est pas complétée.

a) Les membres provisoires peuvent avoir le droit de participer aux Championnats du Monde de l'IDF et à toutes les compétitions de fléchettes soft et e-Darts, conformément aux réglementations et au système de frais pertinents;

b) Les membres provisoires ont le droit de participer à l'Assemblée Générale de l'IDF, mais sans droit de vote.

6. Les PERSONNES DE CONTACT de l'IDF sont des représentants de pays qui ne remplissent pas encore tous les critères d'adhésion, mais qui sont mandatés pour entreprendre toutes les actions nécessaires pour remplir ces critères.

a) Les personnes de contact ont le droit de participer à l'Assemblée Générale de l'IDF, mais sans droit de vote.

CRITÈRES D'ADMISSION

Article 7

Les associations candidates à l'adhésion doivent envoyer au Bureau de l'IDF toutes les informations requises dans la langue officielle et dans le format requis par le Comité Exécutif conformément aux règlements pertinents.

OBLIGATIONS DES MEMBRES

Article 8

À l'exception des membres observateurs, toutes les catégories de membres telles que définies à l'article 6 doivent être membres de leur Comité national olympique, des Autorités sportives nationales ou chercher activement une telle adhésion.

Toutes les catégories de membres telles que définies à l'article 6 doivent se conformer aux statuts et règlements de l'IDF ainsi qu'à toutes les résolutions adoptées par l'IDF. Ils s'engageront à demander la même chose à leurs membres individuels participant aux activités de l'IDF.

Toutes les catégories de membres telles que définies à l'article 6 acceptent de respecter l'autonomie mutuelle de chacun et ne nuiront en aucun cas au développement des autres membres.

Toutes les catégories de membres telles que définies à l'article 6 doivent payer les cotisations d'adhésion fixées par l'Assemblée Générale.

Article 9

Tout membre souhaitant mettre fin à son adhésion à la fin de l'année doit en informer le Bureau de l'IDF par écrit avant la fin du mois de juin de ladite année. Les frais pour l'année en cours restent dus intégralement.

PARIS ILLEGAL ET IRREGULIER

Article 10

Toutes les formes de participation ou de soutien à des paris illégaux et irréguliers sont interdites. Toute infraction à cette interdiction entraînera des sanctions disciplinaires de la part de la Commission disciplinaire de l'IDF.

SUSPENSION D'UN MEMBRE

Article 11

Un membre peut être suspendu de l'adhésion et/ou de la participation aux Compétitions internationales de fléchettes souples et électroniques approuvées par l'IDF par l'Assemblée Générale, pour les raisons suivantes :

- non-paiement de toute dette envers l'IDF ;
- non-respect de ces statuts ou d'autres règlements de l'IDF.

Cette décision nécessite la présence ou la représentation d'au moins la moitié des membres de l'IDF ayant le droit de vote. Pour être adoptée, une telle proposition doit recevoir l'approbation de la majorité des voix des membres présents ou représentés.

EXCLUSION D'UN MEMBRE

Article 12

Un membre peut être exclu de l'IDF par l'Assemblée Générale pour non-respect de ces statuts ou d'autres règlements de l'IDF. Cette décision nécessite la présence ou la représentation d'au moins la moitié des membres de l'IDF ayant le droit de vote. Pour être adoptée, de telles propositions doivent recevoir l'approbation des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

ADHÉSION HONORAIRE ET AUTRES RÉCOMPENSES

Article 13

L'Assemblée Générale peut conférer le titre de Président honoraire de l'IDF ; ainsi que le titre de Membre honoraire. D'autres récompenses peuvent être conférées par le Comité exécutif.

V. ORGANES

Article 14

L'IDF fonctionne à travers des organes, chacun ayant des pouvoirs et des devoirs séparément définis :

- Assemblée Générale
- Comité exécutif (et la présidence et le PDG)
- Conseils continentaux
- Département des sports (Commissions des fléchettes souples et électroniques et autres)
- Commissions et Groupes de travail
- Commissions disciplinaires et d'appel
- Commission des athlètes
- Commission antidopage, médicale (cette commission peut être divisée en sous-commissions)
- Commission du parasport
- Commission d'éthique
- Commission des femmes dans le sport
- Commission de sauvegarde

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article 15

L'Assemblée Générale est l'organe suprême de l'IDF et a l'autorité ultime sur toutes les activités de l'IDF. Elle se réunit chaque année.

L'organisation de l'Assemblée Générale est confiée alternativement à l'un de ses membres. La date et le lieu de l'assemblée sont convenus lors de la réunion de l'Assemblée Générale deux ans auparavant.

L'avis de convocation doit être envoyé à tous les membres au moins 90 jours avant la date fixée pour l'Assemblée, ou 120 jours en cas d'élections prévues lors de l'Assemblée Générale.

Les nominations de candidats doivent être soumises à l'Administration au plus tard 90 jours avant les élections de l'Assemblée Générale.

POUVOIRS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article 16

L'Assemblée Générale a les devoirs suivants et

- a) élire le Comité Exécutif;
- b) nommer des membres aux Commissions antidopage, d'éthique et disciplinaires et d'appel;
- c) fixer les frais d'admission, d'adhésion et autres ;
- d) approuver les plans pour les activités futures ;
- e) adopter et modifier ces statuts, de telles décisions nécessitant un quorum et une majorité comme décrit dans l'art. 19 ;
- f) adopter et modifier tous les règlements ; l'Assemblée Générale peut cependant autoriser d'autres organes à établir indépendamment des règles techniques lorsque cela semble approprié ;
- g) décider de la suspension ou de l'expulsion des membres qui ne respectent pas les obligations énoncées dans ces statuts ;
- h) approuver les procès-verbaux des réunions ;
- i) recevoir, discuter et approuver le rapport du Comité Exécutif;
- j) examiner et approuver les comptes annuels ;
- k) approuver le budget ;
- l) approuver le logo de l'IDF et d'autres éléments d'image et d'identité, sur recommandation du Comité Exécutif;
- m) décider de toutes les questions sur lesquelles aucun autre organe n'est compétent pour décider ou que d'autres organes renvoient à l'Assemblée Générale pour une décision finale.

DROITS DE VOTE

Article 17

Chaque membre de l'IDF tel que défini à l'article 6.1 a une voix. Les autres catégories de membres telles que définies à l'article 6 n'ont pas le droit de vote.

Article 18

Lors de toute Assemblée Générale, chaque membre sera représenté par un délégué qui peut être assisté d'un ou deux conseillers.

Un membre qui n'a pas payé intégralement ses cotisations avant l'Assemblée Générale n'a pas le droit de vote.

Tout membre ayant le droit de vote peut être représenté par le délégué d'un autre membre ayant dûment le droit de vote au moyen d'une procuration écrite. Un délégué ne peut pas représenter plus de deux autres membres en même temps.

QUORUM

Article 19

L'Assemblée Générale adoptera ses résolutions et procédera à ses élections avec la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés, sauf disposition légale obligatoire ou statutaire contraire.

Les résolutions de l'Assemblée Générale concernant les changements et amendements des statuts nécessiteront l'approbation d'au moins deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

Les règlements des statuts, qui seront identifiés dans les statuts comme "Règlements des statuts de l'IDF", peuvent être ajoutés ou modifiés par une majorité absolue des membres présents ou représentés.

PRISE DE DÉCISIONS

Article 20

Le vote lors de l'Assemblée Générale est effectué à main levée ou par vote électronique. À la demande d'un cinquième des membres présents, tout vote doit être effectué par bulletin secret écrit.

Les élections seront toujours décidées par vote secret écrit. Le processus électoral est décrit dans le document pertinent approuvé par l'Assemblée Générale. Le Comité Exécutif établira un Comité électoral chargé de certaines tâches liées aux élections. Les membres du Comité électoral seront proposés par le Comité Exécutif et nommés par l'Assemblée Générale un an avant les élections.

ORDRE DU JOUR ET DROIT DE PRÉSENTER DES PROPOSITIONS

Article 21

Les points à inclure à l'ordre du jour de toute Assemblée Générale peuvent être présentés par:

a) le Comité Exécutif

b) n'importe quel membre

L'ordre du jour provisoire avec une brève explication des sujets doit être distribué deux mois avant la date de l'Assemblée Générale. Les points présentés par les membres de l'IDF doivent être envoyés au Comité Exécutif de l'IDF au moins six semaines avant l'Assemblée Générale. L'ordre du jour complet avec tous les documents doit être envoyé à tous les membres au moins 28 jours avant l'AG.

Les membres continentaux, les membres continentaux en développement et les membres observateurs ont le droit de parler, mais pas de présenter de motions à l'Assemblée Générale, conformément à la réglementation pertinente.

Article 22

Sur vote affirmatif d'au moins 2/3 des membres présents et ayant le droit de vote, l'Assemblée Générale elle-même peut ajouter des points à l'ordre du jour de toute réunion.

ASSEMBLÉE PLEINIÈRE EXTRAORDINAIRE

Article 23

Le Comité Exécutif peut à tout moment convoquer une Assemblée Générale extraordinaire.

À la demande écrite de la majorité des membres ayant le droit de vote, le Comité Exécutif convoquera une Assemblée Générale extraordinaire dans les 3 mois suivant la réception d'une telle demande. La demande doit être motivée et accompagnée d'une proposition d'ordre du jour.

COMITÉ EXÉCUTIF

Article 24

Le Comité Exécutif de l'IDF se compose des officiers suivants :

- Président/IDF
- Premiers Vice-Présidents/IDF
- Seconds Vice-Présidents/IDF
- Secrétaire général/IDF

ainsi que de :

- 1 (un) représentant élu par chacun des cinq Conseils continentaux (créés par chaque fédération nationale d'un continent unique selon les divisions du CIO du continent) ou, en l'absence ou l'indisponibilité de membres sur le continent, par tous les membres de l'IDF (les représentants continentaux sont l'Asie, l'Afrique, l'Europe, la Panamérique, l'Océanie)
- 1 (une) représentante élue par la Commission des athlètes
- 1 (un) représentant masculin élu par la Commission des athlètes
- 1 (une) responsable de la commission des femmes dans le sport, élue par les membres
- 1 (un) membre du Comité responsable du parasport



Tous les membres élus du Comité Exécutif signeront et seront soumis à la Charte de l'IDF et au Code de conduite de l'IDF. Par conséquent, tous les membres du Comité Exécutif doivent avoir une responsabilité fiduciaire envers l'IDF et toute violation de cette responsabilité fiduciaire pourrait entraîner des mesures disciplinaires.

Le Comité peut créer une présidence en lui déléguant tout ou partie des pouvoirs du Comité. En même temps, avec l'approbation de l'Assemblée, le Comité peut nommer un PDG (directeur général) en lui déléguant tout ou partie des pouvoirs attribués au Comité Exécutif.

Article 25

Les candidats se présentant aux élections à un poste au sein du Comité Exécutif (à l'exception des représentants des athlètes et des représentants des conseils continentaux) doivent être présentés par l'association membre du pays où il/elle a la citoyenneté.

Les membres du Comité Exécutif (à l'exception des représentants des athlètes et des représentants des conseils continentaux) sont élus par l'Assemblée Générale pour un mandat de quatre ans.

Les membres du Comité Exécutif sont éligibles pour un maximum de trois mandats.

Article 26

Le Comité Exécutif est responsable de la mise en œuvre de toutes les directives et décisions politiques prises par l'Assemblée Générale. Cela comprend en particulier :

- a) préparer l'ordre du jour des réunions de l'Assemblée Générale ;
- b) préparer les comptes annuels (comprenant le compte de résultat et le bilan) ;
- c) formuler des recommandations à l'Assemblée Générale sur :
 - a. les stratégies à long terme de l'IDF ;
 - b. les règlements et les règles à décider par l'Assemblée Générale ;
 - c. les candidats à être nommés par l'Assemblée Générale en tant que membres des commissions antidopage, éthique, disciplinaire et d'appel ;
 - d. l'admission et l'expulsion des associations membres ;
- d) décider de la composition et du fonctionnement du département des sports ;
- e) établir le calendrier des compétitions approuvées par l'IDF et coordonner les calendriers des compétitions internationales et continentales ;
- f) nommer le président et les membres de la commission médicale ;
- g) décider des modalités et conditions des contrats entre l'IDF et les organisateurs des compétitions approuvées par l'IDF ;
- h) recommander toute modification proposée aux statuts de l'IDF ;
- i) nommer et révoquer les personnes (employés) chargées de la gestion des opérations quotidiennes de l'IDF ;

Le président, ou un membre du Comité Exécutif désigné par le président, est autorisé à assister et à participer à toutes les réunions de commission, mais sans droit de vote.

Article 31

Si le président est empêché d'assister à une réunion du Comité Exécutif ou d'une Assemblée Générale, le Comité Exécutif nommera l'un des vice-présidents pour présider ces réunions.

En cas de décès ou d'incapacité du président, le vice-président nommé par le Comité Exécutif assumera les fonctions du président jusqu'à la prochaine Assemblée Générale. Si le vice-président à son tour ne peut pas remplir ses obligations, le trésorier/vice-président et/ou le membre du Comité Exécutif ayant participé du Comité Exécutif depuis le plus longtemps assumeront ses fonctions et convoqueront une Assemblée Générale extraordinaire afin d'élire les remplaçants appropriés.

CONSEILS CONTINENTAUX (COMMISSION)

Article 32

Les Conseils continentaux sont responsables de l'administration, du développement et de la promotion des compétitions de fléchettes souples et de fléchettes électroniques dans un continent ou une zone géographique spécifique. Les Conseils continentaux doivent se conformer aux règles et règlements de l'IDF et coopérer avec les organes de l'IDF. Ils organisent des championnats continentaux et d'autres compétitions dans leur région. Les Conseils continentaux sont :

- Afrique
- Asie
- Europe
- Pan Amérique
- Océanie

Les Statuts et Règlements des Conseils continentaux doivent être soumis au Comité Exécutif pour approbation et ne seront pas mis en œuvre avant d'avoir reçu cette approbation.

Les Conseils continentaux peuvent être élus par l'Assemblée Générale, dans le cas où aucune fédération nationale n'existe sur le continent, ou élus, s'il existe plus d'un membre sur le continent. Le Comité Exécutif décidera, avant l'élection lors de l'AG, du nombre de membres du conseil qui seront élus, avec un minimum de trois (3) et un maximum de sept (7).

Les commissions continentales peuvent être annulées par le Comité Exécutif de l'IDF avec une décision de vote et, dans ce cas, le Comité Exécutif peut nommer un commissaire qui sera le membre du Comité Exécutif élu représentant le continent au Comité. Il prendra les décisions appropriées sous l'approbation du Comité Exécutif de l'IDF.

Ex officio, le secrétaire général de l'IDF est membre de toutes les commissions continentales. Le Comité Exécutif de l'IDF peut bloquer et modifier toutes les décisions de la commission continentale.

Les commissions continentales peuvent avoir un compte bancaire indépendant afin de gérer leurs actifs conformément aux directives de l'IDF.

Le président, ou un membre du Comité Exécutif désigné par le président, est autorisé à assister et à participer à toutes les réunions de commission, mais sans droit de vote.

Article 31

Si le président est empêché d'assister à une réunion du Comité Exécutif ou d'une Assemblée Générale, le Comité Exécutif nommera l'un des vice-présidents pour présider ces réunions.

En cas de décès ou d'incapacité du président, le vice-président nommé par le Comité Exécutif assumera les fonctions du président jusqu'à la prochaine Assemblée Générale. Si le vice-président à son tour ne peut pas remplir ses obligations, le trésorier/vice-président et/ou le membre du Comité Exécutif ayant participé du Comité Exécutif depuis le plus longtemps assumeront ses fonctions et convoqueront une Assemblée Générale extraordinaire afin d'élire les remplaçants appropriés.

CONSEILS CONTINENTAUX (COMMISSION)

Article 32

Les Conseils continentaux sont responsables de l'administration, du développement et de la promotion des compétitions de fléchettes souples et de fléchettes électroniques dans un continent ou une zone géographique spécifique. Les Conseils continentaux doivent se conformer aux règles et règlements de l'IDF et coopérer avec les organes de l'IDF. Ils organisent des championnats continentaux et d'autres compétitions dans leur région. Les Conseils continentaux sont :

- Afrique
- Asie
- Europe
- Pan Amérique
- Océanie

Les Statuts et Règlements des Conseils continentaux doivent être soumis au Comité Exécutif pour approbation et ne seront pas mis en œuvre avant d'avoir reçu cette approbation.

Les Conseils continentaux peuvent être élus par l'Assemblée Générale, dans le cas où aucune fédération nationale n'existe sur le continent, ou élus, s'il existe plus d'un membre sur le continent. Le Comité Exécutif décidera, avant l'élection lors de l'AG, du nombre de membres du conseil qui seront élus, avec un minimum de trois (3) et un maximum de sept (7).

Les commissions continentales peuvent être annulées par le Comité Exécutif de l'IDF avec une décision de vote et, dans ce cas, le Comité Exécutif peut nommer un commissaire qui sera le membre du Comité Exécutif élu représentant le continent au Comité. Il prendra les décisions appropriées sous l'approbation du Comité Exécutif de l'IDF.

Ex officio, le secrétaire général de l'IDF est membre de toutes les commissions continentales. Le Comité Exécutif de l'IDF peut bloquer et modifier toutes les décisions de la commission continentale.

Les commissions continentales peuvent avoir un compte bancaire indépendant afin de gérer leurs actifs conformément aux directives de l'IDF.

DÉPARTEMENT DU SPORT

Article 33

Le Département du sport formera les commissions techniques liées à la gestion du sport, telles que les réglementations sportives, le calendrier, les athlètes et leur entourage, la santé des athlètes, les officiels, etc.

Ces commissions techniques sont soumises à l'approbation du Comité.

Les membres de ces commissions sont proposés par les associations membres. Leur mandat expire à la fin du mandat du Comité Exécutif.

Un membre de chaque commission est nommé par la Commission des athlètes.

Chaque commission est dirigée par l'un de ses membres (directeur), qui est nommé par le Comité Exécutif.

COMMISSIONS ET GROUPES DE TRAVAIL

Article 34

Le Président, en accord avec le Comité, peut créer des commissions permanentes ou autres, permanentes ou ad hoc, chaque fois que cela semble nécessaire, dans le but de conseiller l'Assemblée Générale, le Comité Exécutif ou le Président.

COMMISSIONS ANTIDOPAGE, ÉTHIQUE, DISCIPLINAIRE ET DE RECOURS, COMMISSION MÉDICALE ET RÈGLES

Article 35

La fonction de la Commission antidopage est de veiller à ce que l'IDF se conforme au Code mondial antidopage. Ses règles seront conformes au Code mondial antidopage.

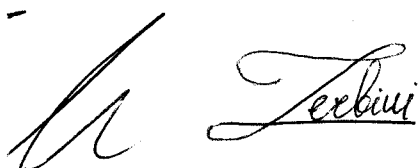
La Commission d'éthique vise à protéger et à encourager les valeurs éthiques dans toute l'IDF. La Commission d'éthique traite des problèmes qui lui sont soumis par le Président de l'IDF. Elle peut également proposer des problèmes à examiner au Président de l'IDF ou au Comité Exécutif de l'IDF suite à des informations reçues directement ou indirectement. La Commission d'éthique examinera les cas découlant d'une violation du Code de conduite de l'IDF ou de la Charte et des membres élus de l'IDF. Ils peuvent recommander des mesures au Président de l'IDF, qui peut saisir la Commission disciplinaire.

La fonction de la Commission disciplinaire est d'enquêter et de prendre des mesures appropriées suite à toute plainte concernant une violation des règles (y compris les Règles antidopage de l'IDF) ou un comportement répréhensible.

La fonction de la Commission de recours est de décider des appels contre les décisions prises par la Commission disciplinaire (sauf dans les cas de dopage, où l'appel sera porté devant le Tribunal arbitral du sport).

Les règles concernant ces commissions et leurs règles sont définies dans un règlement établi par l'Assemblée Générale.

Les règles et la composition de la Commission d'éthique sont définies dans le document pertinent approuvé par le Comité Exécutif de l'IDF, tandis que les membres sont nommés par l'Assemblée Générale de l'IDF.



Les décisions de la Commission disciplinaire dans les cas de dopage et les décisions de la Commission de recours peuvent être portées en appel devant le Tribunal arbitral du sport (à Lausanne, en Suisse). La procédure devant le Tribunal arbitral du sport se déroule selon ses règlements. La décision du Tribunal arbitral du sport international sera définitive et aucune autre appel n'est possible.

Les règles et la composition de la Commission médicale sont définies dans le document pertinent approuvé par le Comité Exécutif de l'IDF.

RÈGLEMENT DES LITIGES

Article 36

Les litiges découlant des Statuts de l'IDF ou autrement seront traités selon la procédure et les règles énoncées dans les règles disciplinaires et d'appel.

La décision finale d'un litige peut être portée en appel devant le Tribunal arbitral du sport (à Lausanne, en Suisse).

La procédure devant le Tribunal arbitral du sport se déroule selon ses règlements.

La décision du Tribunal arbitral du sport sera définitive et aucun autre appel ne sera possible.

COMMISSION DES ATHLÈTES

Article 37

La Commission des athlètes assure une liaison permanente entre les athlètes actifs et l'IDF. Une représentante féminine et un représentant masculin, de nationalités différentes, nommés par la Commission des athlètes, sont élus par l'Assemblée Générale en tant que membres du Comité Exécutif.

La composition et le fonctionnement de la Commission des athlètes sont décrits dans les règlements pertinents approuvés par l'Assemblée Générale.

Si aucun règlement n'est approuvé, les membres décideront à partir d'une liste des candidats athlètes des différents pays.

COMMISSION DU PARASPORT

Article 38

La composition et le fonctionnement de la Commission des fléchettes souples et des fléchettes électroniques pour le parasport sont décrits dans le règlement pertinent approuvé par l'Assemblée Générale.

VI. FINANCES

Article 39

L'IDF financera ses propres activités par le biais de sources telles que :

- a) Les cotisations et frais d'adhésion de ses membres ;

b) L'organisation et l'autorisation de compétitions, les frais d'inscription des concurrents et tous les autres frais liés aux compétitions officielles ;

c) Toutes autres sources qui peuvent être disponibles (parrainages, droits télévisés, dons, etc.).

Article 40

Les personnes qui siègent aux organes de l'IDF sont des bénévoles. Cependant, compte tenu du travail effectué, certains d'entre eux ont droit à des compensations financières présentées dans la politique associée approuvée par le Comité Exécutif. Les dépenses du Comité Exécutif et des commissions sont supportées par l'IDF conformément aux règlements du Comité Exécutif. Dans le cadre des budgets approuvés, l'Assemblée Générale de l'IFSC et le Comité Exécutif sont autorisés à autoriser le paiement de frais et dépenses aux personnes et/ou organisations pour fournir des services professionnels ou des conseils spécifiques.

Article 41

L'exercice financier de l'IDF s'étend du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

Article 42

L'Assemblée Générale de l'IDF recevra et approuvera les budgets annuels détaillant les revenus prévus de toutes les sources et les dépenses annuelles proposées et établira et maintiendra un système de comptabilité financière et produira des comptes annuels.

Un auditeur interne peut examiner la gestion financière de l'Association et présenter un rapport. L'auditeur est nommé par le Comité Exécutif de l'IDF, conformément aux normes reconnues internationalement.

Article 43

Seuls les actifs de l'IDF peuvent être utilisés pour régler les passifs et obligations de l'IDF. Toute responsabilité des associations membres est exclue.

Article 44

La devise de base à des fins de comptabilité annuelle sera l'Euro.

VII. SYMBOLES ET LOGOS

Article 45

Les symboles, logos et leur production, ainsi que le nom et l'abréviation "IDF", sont la propriété exclusive de l'IDF et ne peuvent être utilisés sans son consentement.

VIII. DISSOLUTION DE L'IDF

Article 46

Une majorité des trois quarts des membres de l'IDF peut proposer la dissolution de l'IDF. La dissolution devient effective sur l'approbation de la proposition par une majorité des trois quarts lors de l'Assemblée Générale, à condition qu'au moins deux tiers des membres ayant le droit de vote soient présents ou représentés à l'Assemblée Générale. La disposition des actifs de l'IDF sera décidée par l'Assemblée Générale dissolvant l'IDF et sera conforme aux objectifs de l'IDF et transférée à une entité juridique suisse exonérée d'impôts.

2017

STATUTES
OF
IDF – The International Darts Federation

Le 12/06/2024,

INDEX OF STATUTES

I. BASIS	3
II. LEGAL FORM OF ASSOCIATION, HEADQUARTERS AND LANGUAGE	3
III. OBJECTIVES AND PRINCIPLES	4
IV. MEMBERS	5
V. BODIES	8
VI. FINANCES	18
VII. SYMBOLS AND LOGOS	19
VIII. DISSOLUTION OF IDF	19
IDF BYE-LAWS	20

9

IDF STATUTES

I. BASIS

Article 1

The International Dart Federation (IDF) is the world governing body for all aspects of Soft Darts and e-Darts, especially international competition Soft Darts and e-Darts, leisure and recreational Soft Darts and e-Darts, and Soft Darts and e-Darts as a sport for all, including the parasport version.

The IDF is the final authority for all matters concerning competition Soft Darts and e-Darts.

Article 2

The principal purposes of the IDF are the direction, regulation, promotion, development and furtherance of the sport of competition Soft Darts and e-Darts on a world-wide basis.

The IDF fosters links, networks, and friendly relations among its members, their athletes and officials.

II. LEGAL FORM OF ASSOCIATION, HEADQUARTERS AND LANGUAGE

Article 3

The IDF is a non-governmental international association with a non-profit-making purpose of international interest, having legal personality pursuant to Art. 60 ff. of the Swiss Civil Code. The IDF has its seat in Lausanne, Switzerland. The IDF is established for an indefinite period. The headquarters and the secretariat of the IDF may be located in a country other than Switzerland, upon the decision of the Executive Board.

Article 4

The official language of the IDF is English.

III. OBJECTIVES AND PRINCIPLES

Article 5

All activities of the IDF are independent of any political or governmental influence. The IDF does not allow any discrimination for political, racial or religious reasons. The IDF promotes and support with all means gender equality in its activities.

The IDF is in particular responsible for and undertakes:

- a) to encourage, promote, develop and supervise Soft Darts and e-Darts competitions worldwide;
- b) to promote the spirit of the Olympic Movement, respect the Olympic Charter, and to seek programme status in the Olympic Games;
- c) to fight against doping and all other processes and procedures that might undermine sporting equality; to implement Anti-doping Rules in accordance with the World Anti-doping Code;
- d) to promote good sporting practice;
- e) to generally promote this sport as a healthy and educational activity for youth;
- f) to establish and maintain rules and standards for competition Soft Darts and e-Darts;
- g) to establish and maintain rules for international Soft Darts and e-Darts competitions and for the participation in such competitions;

- h) to monitor and enforce the application of those rules by the Continental Councils and the member federations
- i) to organize World Soft Darts and e-Darts Championships, World and Continental Cups, as well as other competitions which are approved by the IDF Plenary Assembly, and to decide which international Soft Darts and e-Darts competitions are officially recognized;
- j) to award licenses and contracts to IDF members and other organizations that seek authority to organize official international Soft Darts and e-Darts competitions and associated activities;
- k) to establish training courses for all IDF officials in order to guarantee the highest possible standards for all IDF officials;
- l) to consider the protection of the environment when organizing and promoting its activities.

IV. MEMBERS

Article 6

Membership in the IDF is open to associations being actively involved in sport Soft Darts and e-Darts. All categories of members as defined in this Article 6 are members of the IDF, regardless of the category of membership and subject to IDF Statutes and by-laws.

1. **MEMBERS** of the IDF will be Associations which act as the national representatives of the sport of competition Soft Darts and e-Darts in their countries.
 - a) Only one association from each country can be affiliated as a full member of the IDF;
 - b) The admission fee for members is fixed by the Plenary Assembly of IDF.
Members have full voting rights and rights for their athletes to compete in all Soft Darts and e-Darts competitions organized by the IDF.
2. **ASSOCIATE MEMBERS** of the IDF may be admitted under special circumstances. The IDF may accept associations from countries where no IDF member exists, or continental or international organizations
 - a) Associate members can be entitled to participate in the IDF World Championships and all Soft Darts and e-Darts competitions, according to the relevant regulations and fee system;
 - b) Associate member recognized as Continental members are entitled to organize Continental events;
 - c) Associate members are entitled to participate in the IDF Plenary Assembly, but without the right to vote;
 - d) Associate members annual fees are fixed by the Plenary Assembly of their relevant Continental Council; the minimum amount of the annual fees is fixed by the IDF Plenary Assembly.
3. **DEVELOPING NATIONAL OR CONTINENTAL MEMBERS** are under the guidance, patronage and representation of a member federation. Their Athletes can participate in Soft Darts and e-Darts competitions organized by the IDF.
4. **OBSERVER MEMBERS** of the IDF will be Associations who are affiliated with sport Soft Darts and e-Darts, or associations in countries where an IDF member already exists (6.1). These organizations may be admitted by the Plenary Assembly.
 - a) Observer member admission fee is fixed by the Plenary Assembly;
 - b) Observer members are entitled to organize IDF approved events, provided they are approved by the relevant IDF national Member (6.1);
 - c) Observer members are also entitled to propose members for all IDF Commissions, provided they are approved by the relevant IDF national Member (6.1).
5. **PROVISIONAL MEMBERS** of the IDF will be associations from countries that fulfill the criteria for membership and that have submitted a membership application. It is a temporary membership valid only while the membership application is not completed.
 - a) Provisional members can be entitled to participate in the IDF World Championships and all Soft Darts and e-Darts competitions, according to the relevant

- regulations and fee system;
- b) Provisional members are entitled to participate in the IDF Plenary Assembly, but without the right to vote.
6. CONTACT PERSONS of the IDF are representatives from countries that do not yet fulfill all criteria for membership, but that are mandated to engage all necessary actions for filling those criteria.
- a) Contact Persons are entitled to participate in the IDF Plenary Assembly, but without the right to vote.

ADMISSION CRITERIA

Article 7

Applicant associations for membership shall send to the IDF Office all required information in the official language and in the format required by the Executive Board as required by the relevant bye laws.

OBLIGATION OF MEMBERS

Article 8

Except for Observer Members, all categories of members as defined in Article 6 should be member of their National Olympic Committee, National Sport Authorities or actively seeking such membership.

All categories of members as defined in Article 6 shall comply with the Statutes and Regulations of the IDF and with any resolutions adopted by the IDF. They will undertake to request the same of their individual members participating in activities of the IDF.

All categories of members as defined in Article 6 agree to respect each other's mutual autonomy and shall in no way harm the development of other members.

All categories of members as defined in Article 6 shall pay membership fees as fixed by the Plenary Assembly.

Article 9

Any member wishing to terminate membership at the end of the year shall inform the IDF Office in writing before the end of June of that year. Fees for the current year remain payable in full.

ILLEGAL AND IRREGULAR BETTING

Article 10

All forms of participation in, or support for illegal and irregular betting and gambling are prohibited. Any infringement of this prohibition will result in disciplinary sanctions by the IDF Disciplinary Commission.

SUSPENSION OF A MEMBER

Article 11

A member may be suspended from membership and/or from participating in IDF approved International Soft Darts and e-Darts Competitions by the Plenary Assembly, for the following reasons:

- non-payment of any liabilities to the IDF;
- failure to comply with these Statutes or other Regulations of the IDF.

This decision requires at least half of the members of the IDF having the right to vote be present or represented. To be adopted, such item must receive the approval of the majority of the votes of the Members present or represented.

EXCLUSION OF A MEMBER

Article 12

A member may be excluded from the IDF by the Plenary Assembly for failure to comply with these Statutes or other regulations of the IDF. This decision requires at least half of the members of IDF having the right to vote be present or represented. To be adopted, such items must receive the approval of two thirds of the votes of the Members present or represented.

HONORARY MEMBERSHIP AND OTHER AWARDS

Article 13

The Plenary Assembly may confer the title of Honorary President of the IDF; as well as conferring the title of Honorary Member. Other awards may be conferred by the Executive Board.

V. BODIES

Article 14

The IDF functions through ten bodies, each with separately defined powers and duties:

- *Plenary Assembly*
- *Executive Board (and the presidency and CEO)*
- *Continental Councils*
- *Sport Department (Soft darts and e-Darts Commissions and others)*
- *Commissions and Working Groups*
- *Disciplinary and Appeals Commissions*
- *Athletes' Commission*
- *Anti-doping, Medical Commission (this commission can be split in sub commission)*
- *Parasport Commission*
- *Ethics Commission*
- *Women in sports commission*
- *Safeguarding Commission*

PLENARY ASSEMBLY

Article 15

The Plenary Assembly is the highest body of the IDF and has ultimate authority for all activities of the IDF. It convenes every year.

Organization of the Plenary Assembly shall be entrusted alternately to one of its members. The date and venue for the assembly shall be agreed at the Plenary Assembly meeting two years prior.

The calling notice must be sent to all members at least 90-days prior to the date set for the Assembly, or 120 days in case elections are scheduled at Plenary Assembly.

Candidate nominations shall be submitted to the Administration not later than 90 days prior to the Plenary Assembly elections.

POWERS OF THE PLENARY ASSEMBLY

Article 16

The Plenary Assembly has the following duties and

- a) to elect the Executive Board;
- b) to appoint members to the Anti-doping, Ethics and Disciplinary and Appeals Commissions;
- c) to fix admission, membership and other fees;
- d) to approve plans for future activities;
- e) to adopt and amend these Statutes, such decisions needing a quorum and majority as described in Art. 19;
- f) to adopt and amend all regulations; the Plenary Assembly can, however, authorize other bodies to independently establish technical rules where this seems appropriate;
- g) to decide the suspension or expulsion of members which do not comply with the obligations as stated in these Statutes;
- h) to approve the Minutes of meetings;
- i) to receive, discuss and approve the report of the Executive Board;
- j) to review and approve the annual accounts;
- k) to approve the budget;
- l) to approve the IDF logo, and other items of image and identity, upon the recommendation of the Executive Board;
- m) to decide all matters which no other body is competent to decide or which other bodies refer to the Plenary Assembly for final decision.

VOTING RIGHTS

Article 17

Each Member of the IDF as defined in Article 6.1 has one vote. The other categories of members as defined in Article 6 have no voting right.

Article 18

At any Plenary Assembly, each Member shall be represented by one delegate who may be assisted by one or two advisors.

A Member which has not paid its dues in full prior to the Plenary Assembly is not entitled to vote.

Any Member having voting rights may be represented by the delegate of another Member being duly entitled to vote by means of a written proxy. One delegate may not represent more than two other Members at the same time.

QUORUM

Article 19

The Plenary Assembly shall pass its resolutions and carry out its elections with an absolute majority of the votes of the Members present or represented, unless mandatory law or the Statutes provides otherwise.

Resolutions of the Plenary Assembly concerning changes and amendments of the Statutes shall require the approval of at least two thirds of the votes of the Members present or represented.

By-laws to the Statutes, which shall be identified in the Statutes as "By-Laws to the IDF Statutes", may be added or amended by an absolute majority of the Members present or represented.

TAKING OF DECISIONS

Article 20

Voting at the Plenary Assembly is conducted by show of hands or electronic vote. Upon the request of one fifth of the Members present, any vote must be taken by secret written ballot.

Elections shall always be decided by secret written ballot. The election process is described in the relevant document approved by the Plenary Assembly. The Executive Board will establish an Electoral Committee to assume certain duties related to elections. The Electoral Committee members will be proposed by the Executive Board and appointed by the Plenary Assembly one year ahead of the elections.

AGENDA AND THE RIGHT TO INTRODUCE PROPOSALS

Article 21

Items for inclusion in the Agenda of any Plenary Assembly may be presented by:

- a) the Executive Board
- b) any Member

The provisional Agenda with short explanation of the topics shall be distributed two months before the date of the PA. Items presented by IDF Members are to be sent to the IDF Executive Board at least six weeks before the Plenary Assembly. The full Agenda with all documents has to be sent to all members at least 28 days before the PA.

Continental Members, Developing Continental Members and Observer Members are entitled to speak, but not to present motions to the Plenary Assembly, in accordance to the relevant regulations.

Article 22

Upon affirmative vote of no less than 2/3 of the Members being present and having voting rights, the Plenary Assembly itself may add items to the agenda of any meeting.

EXTRAORDINARY PLENARY ASSEMBLY

Article 23

The Executive Board may at any time call an extraordinary Plenary Assembly.

At the written request of the majority of the Members entitled to vote, the Executive Board shall convene an extraordinary Plenary Assembly within 3 months of receipt of such request. The request must be substantiated and accompanied by a proposal for the agenda.

EXECUTIVE BOARD

Article 24

The Executive Board of IDF consists of the following officers:

- President/IDF
- First Vice-Presidents/IDF
- Second Vice-Presidents/IDF
- General Secretary/IDF

as well as of:

- 1 (one) representative elected by each of the five Continental Councils (created by



each national federation of a single continent according to the IOC divisions of the continent) or, if not existing or available members in the continent, by all the members of IDF (Continental representative are Asia, Africa, Europe, Panamerica, Oceania)

- 1 (one) female representative elected by the Athletes' Commission
- 1 (one) male representative elected by the Athletes' Commission
- 1 (one) female head of the women in sport commission, elected by the members
- 1 (one) board member with the responsibility to the parasport

All elected members of the Executive Board will sign and be subject to the IDF Charter and IDF Code of Conduct. Therefore, all Executive Board members must have a fiduciary responsibility to the IDF and breach of that fiduciary responsibility could result in disciplinary actions.

The board can create a Presidency delegating to it some or all the powers of the executive board. At the same time, under the approval of the Assembly, the board can appoint a CEO (Chief Executive Officer) delegating to the CEO some or all the power assigned to the Executive board.

Article 25

Candidates standing for election to any post in the Executive Board (with the exception of the representatives of the Athletes and representatives of the Continental Councils) shall be presented by the Member association of the country where he/she holds citizenship. The members of the Executive Board (with the exception of the representatives of the Athletes and representatives of the Continental Councils) are elected by the Plenary Assembly for a term of four years.

Executive Board members are eligible for a maximum of three terms.

Article 26

The Executive Board is responsible for implementing all the policy directives and decisions made by the Plenary Assembly. This includes in particular:

- a) to prepare the agenda of the Plenary Assembly meetings;
- b) to prepare the annual accounts (consisting of the profit and loss statement and the balance sheet);
- c) to make recommendations to the Plenary Assembly about:
 - a. the long-term strategies of the IDF;
 - b. regulations and rules to be decided by the Plenary Assembly;
 - c. the candidates to be appointed by the Plenary Assembly as members of Anti-doping, Ethics, Disciplinary and Appeals Commissions;
 - d. the admission and expulsion of Member associations;
- d) to decide about the composition and functioning of the Sport Department;
- e) to set up the calendar of IDF approved competitions and to coordinate schedules of International and Continental competitions;
- f) to appoint President and members of the Medical Commission;
- g) to decide the terms and conditions of contracts between the IDF and organizers of IDF approved competitions;
- h) to recommend any proposed changes to the IDF Statutes;
- i) to appoint and remove persons (employees) entrusted with the management of IDF's day-to-day operations;
- j) to make recommendations on the terms and conditions of contracts to be concluded with third parties outside IDF;
- k) to decide on membership issues between Plenary Assembly meetings;
- l) to decide the official means of information of the IDF;
- m) to control IDF finances and to appoint an internal auditor as necessary;
- n) to appoint an IDF delegate for IDF events as necessary;
- o) to initiate and undertake negotiations with third parties.

The Association is validly bound by the individual signature of the president, of the CEO or by the collective signatures of two members of the Executive Board.

The Executive Board is responsible for the functioning of the administrative office of the IDF. All permanent employees are hired by the Executive Board and employed in accordance with the annual budget.

Article 27

The Executive Board meets as often as necessary, but not less than once every year. Board meetings may be held by attendance in person or via telephone and/or conferencing.

The Board meetings are convened by the President or at the request of the majority of its members.

Article 28

The Agenda for the Executive Board meetings is prepared by the Steering Committee. However, any member of the Executive Board is entitled to present proposals for the agenda. Such proposals must be submitted, with relevant documentation, at least one month before the date set for any Executive Board meeting. The full agenda shall be sent by the Steering Committee to the Executive Board members at least two weeks prior to the meeting date.

Article 29

Every member of the Executive Board has one vote. All decisions of the Executive Board are taken by majority of the members present, and no voting rights may be exercised by proxy. The quorum of the Executive Board consists of a majority of its members. In case of tie, the President's vote is the casting vote.

THE PRESIDENT

Article 30

The President chairs all meetings of the Plenary Assembly, the Executive Board. He represents the sport in all important matters, especially those pertaining to the IOC and other international organizations.

The President may, from time to time, delegate various aspects of IDF management to other members of the Executive Board.

The President, or a Board member designated by the President, is entitled to attend and participate in all Commission meetings, but without vote.

Article 31

If the President is prevented from attending a meeting of the Executive Board or a Plenary Assembly, the Executive Board will appoint one of the Vice Presidents to chair those meetings.

In case of death or disability of the President, the Vice-President appointed by the Executive Board shall assume the President's duties until the next Plenary Assembly. Should the Vice-President in turn be unable to fulfil his/her obligations, the Treasurer/Vice President and/or the member of the Executive Board who has served on the Executive Board the longest shall assume his/her duties and convene an Extraordinary Plenary Assembly in order to elect appropriate replacements.



CONTINENTAL COUNCILS (COMMISSION)

Article 32

Continental Councils are responsible for the administration, development and furtherance of competition Soft Darts and e-Darts in a specific continent or geographic area. The Continental Councils shall comply with and enforce the rules and regulations of the IDF and co-operate with IDF bodies. They organize continental championships and other competitions in their area.

The Continental Councils are:

- Africa
- Asia
- Europe
- Pan America
- Oceania

The Statutes and Regulations of the Continental Councils must be submitted to the Executive Board for approval and will not come into effect until they have received such approval.

Continental Councils can be elected by all the general assembly, in case there is no national federation in the continent, or elected, in case there are more than one member in the continent. The board will decide, before the election at the AGM, how many council members are going to be elected from a minimum of three (3) and a maximum of seven (7).

Continental commissions can be cancelled by the executive board of IDF with a vote decision and, in this case, the board can appoint a commissioner that will be the elected executive board member representing the continent in the board. He will take the proper decision under the approval of the IDF executive board.

Ex officio, the secretary general of IDF is member of all the continental commission. The IDF executive board can block and change all the decision of the continental commission.

Continental commissions can have a stand-alone bank account in order to manage their assets according to IDF guidelines.

SPORT DEPARTMENT

Article 33

The Sport Department will form the Technical Commissions related to sport management, such as sport regulations, calendar, Athletes and Entourage, Athletes' health, officials, etc.

These Technical Commissions are subject to approval by the Executive Board.

Members of these Commissions are proposed by Member associations. Their membership expires at end of the term of the Executive Board.

One member of each Commission is appointed by the Athletes' Commission.

Each Commission is directed by one of its members (Director), who is appointed by the Executive Board.

COMMISSIONS AND WORKING GROUPS

Article 34

1

The President, in accordance with the Executive Board, may create permanent or other standing or ad hoc commissions and working groups whenever it appears necessary, for the purpose of advising the Plenary Assembly, the Executive Board or the President.

ANTI-DOPING, ETHICS, DISCIPLINARY, AND APPEALS COMMISSIONS, MEDICAL COMMISSION AND RULES

Article 35

The function of the Anti-Doping Commission is to ensure that the IDF complies with the World Anti-Doping Code. Its rules will comply with the World Anti-Doping Code.

The Ethics Commission intends to protect and encourage ethical values in all IDF. The Ethics Commission addresses issues referred to it by the IDF President. It can also propose issues for consideration to the IDF President or the IDF Executive Board following information received directly or indirectly. The Ethics Commission will consider cases resulting from a breach of the IDF Code of Conduct or Charter and elected members of the IDF. They can recommend action to the IDF President, who may address the Disciplinary Commission.

The function of the Disciplinary Commission is to investigate and take appropriate action following any complaint concerning breach of rules (including the IDF Anti-Doping Rules) or misconduct.

The function of the Appeals Commission is to decide appeals from decisions taken by the Disciplinary Commission (except in doping cases, where the appeal will be made to the Court of Arbitration for Sport).

Rules concerning these Commissions and their rules are set out in a regulation made by the Plenary Assembly.

The Ethics Commission Rules and composition are defined in the relevant document approved by the IDF Executive Board, while members are appointed by the IDF Plenary Assembly.

Decisions of the Disciplinary Commission in doping cases and decisions of the Appeal Commission may be appealed to the Court of Arbitration for Sport (in Lausanne, Switzerland). The procedure before the Court of Arbitration for Sport takes place according to its regulations. The decision of the International Court of Arbitration for Sport will be final and there will be no further appeal from it.

Medical Commission Rules and composition are defined in the relevant document approved by the IDF Executive Board.

DISPUTE RESOLUTION

Article 36

Disputes arising under the IDF Statutes or otherwise, will be dealt with under the procedure and rules set out in the Disciplinary and Appeals Rules.

The final determination of a dispute can be appealed to the Court of Arbitration for Sport (in Lausanne, Switzerland).

The procedure before the Court of Arbitration for Sport takes place according to its regulations.

The decision of the Court of Arbitration for Sport will be final and there will be no further appeal from it.

ATHLETES' COMMISSION



Article 37

The Athletes' Commission provides a permanent liaison between active athletes and the IDF. One female and one male representatives, not from the same country, appointed by the Athletes' Commission are elected by the Plenary Assembly as members of the Executive Board.

Composition and functioning of the Athletes' Commission are described in the relevant regulations as approved by the Plenary Assembly.

If no regulations is approved the members will decide from a list of the athletes candidates from the different countries.

PARASPORT COMMISSION

Article 38

Composition and functioning of the Para Soft Darts and e-Darts Commission are described in the relevant regulations as approved by the Plenary Assembly.

VI. FINANCES

Article 39

The IDF will finance its own activities through sources such as:

- a) Membership and subscription fees of its members;
- b) The organization and authorization of Competitions, competitor entry fees, and any other fees relating to official competitions;
- c) Any other sources that may be available (sponsorships, TV rights, donations, etc.).

Article 40

The individuals who serve on the IDF bodies are volunteers. However, considering the work carried out, some of them are entitled to receive financial compensations presented in the related policy approved by the Executive Board. The expenses of the Executive Board and the Commissions are borne by the IDF according to regulations of the Executive Board. Within approved budgets, the Plenary Assembly of the IDF and the Executive Board are empowered to authorize payment of fees and expenses to individuals and/or organizations to provide specific professional service or advice.

Article 41

The financial year of the IDF shall run from the 1st January to the 31st December annually.

Article 42

The Plenary Assembly of the IDF shall receive and approve annual budgets detailing the forecast income from all sources and the proposed annual expenditure and shall establish and maintain financial accounting system and produce annual accounts.

An internal auditor may review the financial management of the Association and present a report. The auditor is appointed by the Board of the IDF, meeting internationally recognized standards.

Article 43

Only the assets of the IDF can be used to settle IDF liabilities and obligations. Any liability of the Member Associations is excluded.

Article 44

The basic currency for annual accounting purposes will be the Euro.

VII. SYMBOLS AND LOGOS

Article 45

The symbols, logos and their production, as well as the name and the abbreviation "IDF" are the exclusive property of the IDF and may not be used without its consent.

VIII. DISSOLUTION OF IDF

Article 46

A three-quarter majority of the IDF members may propose the dissolution of the IDF. The dissolution becomes effective on approval of the proposal by a three-quarter majority at the Plenary Assembly, providing that at least two third of the members entitled to vote are present or represented at the Plenary Assembly. The disposal of the assets of the IDF shall be decided by the Plenary Assembly dissolving the IDF and shall be in keeping with the aims of the IDF and transferred to a tax exempt Swiss legal entity.

Fortini Marco

ceef